

PMIE & REGIONS

en
direct

Solidarité chez Tupperware

CENTRE-VAL-DE-LOIRE Les représentants des 235 salariés de l'usine Tupperware de Joué-lès-Tours, dont la fermeture début 2018 a été décidée par le fabricant de boîtes alimentaires en plastique, ont affirmé lundi « ne pas vouloir créer de tensions supplémentaires » pour « négocier un PSE le plus correct possible » et ménager les commerciaux.



Jean-François Monier/AFIP

Crédits européens pour la rénovation énergétique

NOUVELLE-AQUITAINE Dans le cadre du plan Juncker, la Banque européenne d'investissement (BEI), la région Nouvelle-Aquitaine et l'Agence régionale pour les travaux d'économie d'énergie (ARTEE) ont conclu un accord de financement d'un montant de 43 millions d'euros pour la rénovation énergétique

de l'habitat privé sur l'ensemble du territoire régional. Cela doit permettre de rénover plus de 2.000 habitations d'ici à 2021. Concrètement, l'agence régionale pourra accorder des prêts aux propriétaires d'habitations à rénover dans des conditions plus avantageuses qu'actuellement. Ils pourront donc réaliser des travaux plus ambitieux qu'initialement prévu avec un impact plus fort sur leur facture énergétique.

Quinze transitions écologiques de territoire amorcées en 2018

- Le gouvernement signera avec les collectivités les premiers contrats l'an prochain.
- Les entreprises seront au centre des projets innovants.

ENVIRONNEMENT

Matthieu Quiret
@MQuiret

S'adosser aux entreprises pour actionner les chantiers de transition climatique dans les territoires. C'est la philosophie que devait revendiquer mardi le secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Sébastien Lecornu, en visite à Fourmies, dans le Nord, à l'occasion des assises du plan région de la « troisième révolution industrielle ». Pour lui, les Hauts-de-France avec ce plan qui associe étroitement entrepreneurs et élus locaux sont le modèle du territoire engagé dans la réduction par 4 des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Reste que l'ambition de la France pour appliquer sur le terrain l'accord mondial sur le climat reste floue, pourtant l'enjeu clef du sommet actuel de Bonn.

Sébastien Lecornu promet à titre expérimental une première tranche l'an prochain de quinze à vingt contrats de transition écologique. Dans ces prototypes, l'Etat s'engage à fournir aux projets candidats de l'ingénierie, un peu d'argent public et des assouplissements réglementaires. Objectif : faciliter la levée de financements privés dans la rénovation thermique, l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, etc. Avec deux mots d'ordre : que chaque projet candidat soit porté par un président d'intercommunalité et qu'il débouche sur de l'emploi durable.

Financement à sécuriser

Les contrats viseront en priorité la reconversion des sites des centrales nucléaires et à charbon menacés de fermeture, comme l'usine du Havre chère au Premier ministre. « Il faut sortir d'un simple objectif de moyens, nous fixerons des objectifs de résultats comme des tonnages de CO₂ évités, le nombre de mètres carrés réno-



La reconversion de centrales thermiques comme celle du Havre sera visée en priorité par les contrats. Photo Laurent Grandguillot/RÉA

« Il y a de l'argent sur la table, que ce soit les financements de l'Ademe ou du plan d'investissement. »

SÉBASTIEN LECORNU
Secrétaire d'Etat
au ministère de l'Ecologie

vés, la part des repas bio ou locaux servis dans les cantines», explique Sébastien Lecornu.

Les associations d'élus locaux et les spécialistes voient la démarche d'un bon œil, à condition qu'elle aille de pair avec un financement sécurisé. Or le programme du gouvernement précédent des territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) vient de se voir fortement remis en question. La ministre Ségolène Royal avait engagé l'Etat sur 554 TEPCV pour 750 millions d'euros, dont seuls 400 millions sont budgétés. Chez Sébastien Lecornu, on dénonce également l'illégalité de nombreuses conventions n'ayant pas été ratifiées en conseil municipal. Enfin, le secrétariat d'Etat ironise sur la pertinence de

leurs contenus, par exemple le changement d'ampoules par les mairies, accusé de ne pas créer d'emplois. Du coup les préfets ont instruction de ne plus financer que les projets bouclés avant la fin de l'année. Mais Sébastien Lecornu s'engage à respecter les engagements de l'Etat, y compris sur 2018.

TEPCV : un élan brisé ?

Yannick Régner, animateur du réseau des territoires à énergie positive à l'association CLER, s'attend à ce que la plupart des 554 projets ne soient pas prêts à temps et soient abandonnés. S'il ne nie pas le manque de pertinence de certaines conventions TEPCV, il craint que le signal ne casse le grand élan des élus locaux que le programme avait

engendré. D'après lui, les collectivités risquent de boudier les nouveaux contrats. Même analyse de Nicolas Garnier, le secrétaire général de l'association Amorce : « La loi sur la transition énergétique va imposer d'ici à fin 2018 à un millier de collectivités de plus de 20.000 habitants de concevoir leur plan climat. Les nouveaux contrats offriraient un bon outil pour mettre en œuvre ces stratégies locales. Mais s'il faut 1 euro par habitant pour financer un plan, nous évaluons à 10 euros par habitant l'aide que chaque collectivité doit apporter pour susciter de premiers investissements. » Sébastien Lecornu répond que les enveloppes existantes (Ademe, agences de l'eau, DETR, FSIL) suffiront à financer les premiers contrats. ■

Les Hauts-de-France se veulent le laboratoire de la troisième révolution industrielle

Depuis quatre ans, la région nordiste a choisi d'accélérer sa transformation autour du concept de troisième révolution industrielle. Elle engrange aujourd'hui les premiers fruits tangibles.

Olivier Ducing
@DucingOlivier
— Correspondant à Lille

Quand, en octobre 2013, l'économiste américain Jeremy Rifkin est venu présenter un plan de la troisième révolution industrielle dans le Nord-Pas-de-Calais, les sceptiques étaient nombreux, moquant un gourou surpayé. Quatre ans plus tard, la région élargie à la Picardie a réussi à incarner le territoire-laboratoire mariant transition énergé-

tique et transformation numérique. Le conseil régional s'appuie depuis l'origine sur le réseau consulaire, et son président Xavier Bertrand a même accentué la politique de son prédécesseur socialiste : le mois prochain, les équipes de la région vont créer avec celles de la CCI une « task force » de 35 personnes dédiée à la troisième révolution industrielle sur l'ensemble des Hauts-de-France.

Huit cents projets d'entreprises, collectivités ou associations sont déjà labellisés « Rev3 ». On y trouve aussi bien de l'extrait de châtaigne pour remplacer les antibiotiques dans les élevages par la société King Tree, une hydrolienne de nouvelle génération chez EEL Energy à Boulogne, ou encore Arteparc, un projet de parc d'activité à Lesquin cons-

titué de 22 bâtiments à énergie positive réunis en réseau intelligent sous l'égide de la CCI. La traduction en emplois commence même à être très perceptible. « Nous avons l'objectif de doubler ce nombre de projets dans les dix-huit mois. Déjà, nous estimons entre 5.000 et 15.000 emplois créés, développés ou massifiés l'impact de la troisième révolution industrielle », revendique David Brusselle, directeur

800

PROJETS
d'entreprises, collectivités ou associations sont déjà labellisés « Rev3 ».

général de la CCI Hauts de France, qui annonce un chiffre précis des emplois d'ici au mois de février.

Fonds d'investissement

Pour alimenter cette dynamique, la région a développé des outils uniques : un livret d'épargne populaire, piloté par le Crédit coopératif, a déjà collecté 17 millions d'euros et permis de financer 50 projets. Un fonds d'investissement doté de 50 millions d'euros, Cap3RI, s'est impliqué dans 6 dossiers pour des tickets beaucoup plus élevés. Il a ainsi injecté 2 millions dans Astradec (traitement des déchets), 1,5 million d'euros dans la société de reconditionnement d'éoliennes Drekan ou encore 1 million d'euros dans Airflux-Chaumea, spécialiste du traitement des gaz, et qui s'oriente

notamment dans le biogaz. C'est d'ailleurs l'un des chantiers structurants de la région de devenir le premier territoire de la biométhanisation en Europe, grâce à une ressource agricole considérable. Au terme d'un appel à candidature, le conseil régional vient du reste de choisir la communauté urbaine d'Arras pour implanter un technocentre dédié à la biométhanisation. Les Hauts-de-France affichent des ambitions similaires dans les domaines de l'écoconstruction, de l'électromobilité et de l'économie circulaire. Pour compléter la chaîne, le réseau consulaire va ouvrir un réseau d'accélérateurs de projets dévolus à la troisième révolution industrielle, le premier d'entre eux ouvrant à Douai à la mi-décembre. ■

Fiasco des hydroliennes de Bréhat

BRETAGNE

Partenaires, Naval Group et EDF abandonnent le projet d'installation de deux hydroliennes au large de l'île.

Les premiers tests ont démarré en 2011, la production d'électricité n'a jamais eu lieu.

Stanislas du Guerny
— Correspondant à Rennes.

Changement de stratégie pour Naval Group et EDF, qui annoncent l'arrêt complet du projet des deux hydroliennes situées à une quinzaine de kilomètres au large de l'île de Bréhat. Dans un communiqué commun, les deux partenaires précisent qu'ils « ont tiré le retour d'expérience de la construction, de l'immersion et des essais des hydroliennes [conçues par OpenHydro, filiale de Naval Group, NDLR]. Il conduit à clore cette phase importante de développement ». Initialement, il était prévu l'installation sur ce site à forts courants marins de 2 turbines de 16 mètres de diamètre, fixées à 35 mètres sous l'eau et pouvant chacune produire 500 MWh/an d'électricité. Mais elles n'ont jamais fourni d'électricité et ont été sorties de l'eau au printemps dernier puis expédiées sur le port de Cherbourg pour maintenance, compte tenu de divers problèmes techniques sérieux, notamment en termes de corrosion et de défauts sur un composant. Précédemment, l'une des deux hydroliennes était tombée au fond de l'eau, dans la rade de Brest, il a fallu des mois pour la relever. Naval Group indique que ce site était purement « expérimental ». Le budget global annoncé par EDF est de 50 millions d'euros complété par des aides publiques de 7 millions d'euros.

Technologie compliquée

Naval Group indique qu'il ne recule pas dans l'hydrolien puisqu'il maintient son investissement canadien dans la baie de Fundy - 2 machines - et devrait également poursuivre celui initié dans le raz Blanchard, en Normandie. Nommé « Normandie Hydro », il prévoit l'installation de 7 hydroliennes moyennant un budget de 112 millions d'euros sur vingt ans, dont 52 millions d'euros d'aides publiques. L'objectif consiste à les raccorder en 2020.

A Cherbourg, Naval Group a récemment posé la première pierre de sa future usine d'assemblage des hydroliennes, qui devrait être opérationnelle en 2018. « Une première commande a été passée par le Japon pour un démonstrateur », précise l'industriel. Si Engie a mis fin au projet du raz Blanchard, la société bretonne Sabella espère prochainement s'installer au large de Groix. ■